

# BONHEUR LOCAL, MALHEUR NATIONAL

Gilles Finchelstein

09/03/2026

**Une dissociation du local et du national – marquée par des partis puissants nationalement et faibles localement, et inversement – s’est opérée en France à une échelle jamais atteinte. Comment se caractérise-t-elle ? Les élections municipales de 2026 vont-elles confirmer cette tendance ? Les résultats de la dernière vague de l’Enquête électorale française, réalisée par Ipsos pour *Le Monde*, le Cevipof et la Fondation Jean-Jaurès et interrogeant plus de 10 000 Françaises et Français, livrent de précieuses données que Gilles Finchelstein, secrétaire général de la Fondation, décrypte.**

[Les résultats complets](#)

Nous vivons depuis maintenant dix ans à l’ère de la dissociation du local et du national. C’est une situation singulière, que la France n’avait jamais vécue et, à cette échelle, qu’aucune autre grande démocratie n’a davantage connue. Elle se caractérise par le paradoxe suivant. D’un côté, les grandes puissances politiques nationales sont impuissantes localement : les partis soutenus par les trois candidats arrivés largement en tête de la dernière élection présidentielle – Renaissance pour Emmanuel Macron, le Rassemblement national (RN) pour Marine Le Pen et La France insoumise (LFI) pour Jean-Luc Mélenchon – n’ont guère d’implantations municipales. D’un autre côté, et symétriquement, les grandes puissances politiques locales – Les Républicains (LR), le Parti socialiste (PS) et, depuis 2020, les Écologistes – sont impuissantes nationalement : en réalisant un score inférieur à 5%, aucun des trois candidats soutenus par ces formations politiques n’a même été remboursé de ses frais de campagne en 2022.

Les élections municipales de 2026 vont-elles confirmer cette dissociation ou, au contraire, marquer un réalignement entre le local et le national ?

S’il faudra évidemment attendre le second tour du 22 mars 2026 – et même l’analyse plus détaillée des résultats dans les petites communes – pour apporter une réponse à cette question, la première vague du panel électoral réalisé par Ipsos pour *Le Monde*, le Cevipof et la Fondation Jean-Jaurès

permet de documenter la thèse de la dissociation.

Première dissociation : l'intérêt. Les Français sont extrêmement nombreux (82%) à s'intéresser aux élections municipales à venir – un chiffre supérieur à 75% quel que soit l'âge, le genre, la catégorie socio-professionnelle ou la taille de la commune des panélistes. En revanche, et contrairement au discours trop communément répété, une moitié d'entre eux seulement déclare généralement « s'intéresser à la politique » – entendue comme la politique nationale.

Deuxième dissociation : l'efficacité. Année après année, les Français sont très majoritairement insatisfaits du bilan d'Emmanuel Macron comme président de la République ; dans le même temps, chiffre exceptionnel dans un pays défiant, ils sont 72% à qualifier le travail de leur équipe municipale de « bon » ou d'« excellent ». Année après année, les Français critiquent la gestion de l'argent public et recommencent à placer le montant des déficits publics dans la partie haute de leurs principales préoccupations pour la France (23%, sixième des seize priorités proposées quand ce n'était qu'une priorité marginale en 2022) ; dans le même temps, ils estiment à 66% que leur commune utilise bien l'argent des impôts locaux et à 72% que la situation financière de leur commune est saine.

Troisième dissociation : la confiance. Ce faisant, les figures qui incarnent le niveau national et le niveau local se voient accorder des scores de confiance diamétralement opposés. Pour le président de la République et le Premier ministre : 77% et 68% de défiance. Pour le maire et les conseillers municipaux : 69% de confiance.

Quatrième dissociation : la projection dans l'avenir. Nous sommes très différemment optimistes ou pessimistes selon que l'on songe à notre commune ou à notre pays. L'écart entre ceux qui regardent l'avenir avec optimisme et ceux qui l'appréhendent avec pessimisme est de +11 points pour « l'avenir de sa commune » (31% contre 20%) et de... -43 points pour « l'avenir du pays » (8% contre 51%).

Cinquième dissociation : les motivations de vote. En fonction de quels critères les panélistes déclarent-ils se prononcer les 15 et 22 mars prochains ? La question leur a été posée de trois manières différentes et, à chaque fois, le même constat s'impose, prolongeant les données de 2020 : les considérations locales dominant largement. 76% voteront « avant tout » en tenant compte de la situation locale (contre 24% de la situation nationale). 64% ne voudront exprimer ni un soutien ni une opposition à Emmanuel Macron et à son gouvernement (quand, dans le cas contraire, ils disent vouloir exprimer une position, c'est massivement leur opposition). Enfin, 88% des panélistes revendiquent de se prononcer d'abord en fonction du programme, 79% en fonction

du bilan et 79% également en fonction de la personnalité des candidats.

Sixième dissociation : les souhaits d'alternance. Ils sont massifs au niveau national où l'opinion oscille entre volonté de changement et volonté de rupture. Ils sont minoritaires au niveau local où une majorité de 61% (en hausse de 2 points par rapport à 2020) aspire à la continuité et donc à la victoire de la majorité qui dirige actuellement la ville.

En paraphrasant le célèbre « bonheur privé, malheur public », le tableau ainsi esquissé pourrait être résumé d'une formule : « bonheur local, malheur national ». La dissociation ne doit pas, cependant, masquer les intersections et le tableau doit donc être nuancé. Les logiques politiques nationales pèsent encore sur les choix locaux. Les résultats de l'enquête témoignent même de ce qu'elles sont plus prévalentes dans les communes les plus importantes – c'est-à-dire celles sur lesquelles l'attention sera, comme toujours, le plus focalisée. Les résultats confirment également à quel point le fond de décor politique national est favorable au RN. Le cru municipal 2026 ne sera donc pas que continuité. Il y aura des changements – qui peuvent être tonitruants dans les grandes villes et à bas bruit dans les petites. Il faudra prendre le temps de les analyser et il sera tentant d'inférer de ces résultats locaux un mouvement national. Il faudra le faire avec prudence : à l'ère de la dissociation du local et du national, ce sera une tout autre séquence électorale qui commencera en avril prochain.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)